

# MEDIAPART

ÉCONOMIE CHRONIQUE

## «Le Destin de l'Occident»: une réponse libérale au populisme

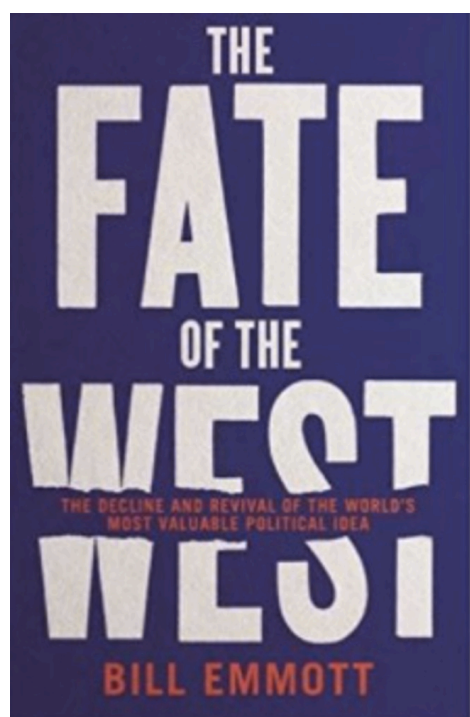
13 MAI 2017 | PAR PHILIPPE RIÈS

**Le livre de Bill Emmott recoupe les enjeux électoraux aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en France. Pas d'ouverture sans égalité des droits et des chances.**

✂ Cet article vous est offert.

Découvrez notre offre spéciale et passez à l'illimité ! ▶ S'abonner

Un chapitre du nouveau livre de Bill Emmott, *The Fate of the West (Le Destin de l'Occident)*, s'ouvre sur cette réflexion de Djalâl ad-Dîn Muhammad Roumi (<https://fr.globalvoices.org/2016/06/18/198887/#>), grand poète persan : « Hier, j'étais intelligent et par conséquent, je voulais changer le monde. Aujourd'hui, je suis sage et c'est moi-même que je change. » L'Occident, un concept davantage encore qu'une géographie, doit avant tout se guérir du cancer interne qui le ronge si « l'idée politique qui a connu, de très loin, le plus grand succès mondial » veut se donner une chance de survivre.



Depuis le 7 mai, le monde s'est pris à espérer que les sempiternels donneurs de leçon de l'Hexagone, une majorité d'entre eux en tout cas, en soient finalement venus à la conclusion du penseur soufi du XIII<sup>e</sup> siècle : changer soi-même pour vivre mieux dans un monde en constante et profonde évolution. En rejetant « *en même temps* » la radicalité stérile d'une gauche de la gauche des « *lendemains qui chantent* » et la régression nationaliste et xénophobe des apôtres du « *c'était mieux avant* ». Enjeu : rien de moins que l'organisation politique, économique et sociale qui a fait depuis trois siècles la suprématie et la prospérité de « l'Ouest ».

Comme le rappelle d'emblée l'ancien patron du grand magazine libéral *The Economist*, « l'idée de l'Ouest a apporté plus de liberté et d'opportunités à plus de gens dans chaque pays qui l'a adoptée que toute autre manière d'organiser une société n'avait pu le faire

*précédemment. [...] Une raison l'a fait aimer par tant de gens [...], c'est que quand on en prend soin, elle enclenche un cercle vertueux qui, avec la liberté et la possibilité largement répandues de créer et de vivre une vie relativement sans contraintes, conduit à la prospérité, à la stabilité et à la sécurité, qui en retour apportent la confiance sociale et les ressources économiques qui rendent possible de nouveaux progrès ».*

Mais l'histoire récente de ce que l'on appelle, faute de mieux, le « *libéralisme* » ou la « *démocratie libérale* », marquée notamment par la crise financière globale de 2008, a traduit l'affaiblissement, voire l'éclipse, des deux idéaux ou « *étoiles polaires* » guidant l'Occident : « *l'ouverture* » et « *l'égalité* ». Pour Emmott, « *l'ouverture a exigé un progrès constant vers l'égalité afin que les vents qu'elle soulève puissent souffler et être acceptés, sur le long terme, par la société dans son ensemble. Autrement, les conflits éclatent inévitablement entre les individus libres, sans moyens de les contenir ou de les résoudre quand certains se sentent négligés, désavantagés, sans pouvoir et laissés pour compte. C'est exactement ce qui s'est passé récemment aux États-Unis et dans de nombreux pays d'Europe occidentale. Le sentiment d'égalité a été perdu, négligé ou tout au moins érodé* ».

Il ne s'agit pas seulement des inégalités, bien réelles, de résultats, mais de « *ce qui dans la démocratie de la Grèce antique était appelé isonomia, l'égalité des droits politiques, qui inclut également, élément décisif, l'égalité devant la loi. Ce que, pour faire bref, nous appelons citoyenneté* ». En d'autres termes, aux difficultés économiques provoquées par les bouleversements du capitalisme globalisé, vient s'ajouter le sentiment qu'elles sont aggravées par une dépossession de la « *citoyenneté* ».

« *Le résultat, analyse Bill Emmott, est que nombreux sont ceux qui, dans nos sociétés, ont perdu confiance dans la combinaison, dont ils avaient bénéficié, de l'ouverture et de l'égalité, à mesure qu'ils voyaient fuir la prospérité, la sécurité, la stabilité et le bien-être que ce mélange avait apportés. [...] Les principes d'ouverture et d'égalité se retrouvent en conflit, dans un nombre croissant de nos sociétés, rendant de plus en plus populaires diverses formes de fermeture comme solutions potentielles, réclamées toujours d'avantage par ceux qui pensent qu'ils sont condamnés à une citoyenneté inégale.* »

À l'origine de ce malaise assez général, « *une faiblesse importante* » de l'idée occidentale : « *La façon dont fonctionne une société occidentale est si libre, si décentralisée, manque à ce point d'un plan ou d'une manière imposée de faire les choses que ses vertus essentielles peuvent facilement être considérées comme allant de soi et encore plus facilement être négligées ou distordues.* » L'ouverture est ainsi utilisée par ceux qui le peuvent pour détruire le principe d'égalité. Emmott appelle « *frenemies* » (<https://www.merriam-webster.com/dictionary/frenemy>) ces intérêts particuliers et groupes de pression qui, « *devenus les ennemis de la démocratie et de la liberté économique, sont souvent les bénéficiaires et les conséquences de l'ouverture* ». Ces faux amis de la société ouverte sont, dit-il, « *le sujet principal de ce livre parce qu'ils sont les principaux ennemis qu'il faut battre* ». Et d'ajouter : « *Un Occident fort a toujours été capable de se confronter à un monde turbulent et perturbant. C'est à cause de ces frenemies que l'Occident est présentement en état de faiblesse.* »

### ***Les « frenemies », faux amis de la société ouverte***

Le problème, comme l'explique l'auteur en se référant à l'économiste américain Mancur Olson (<http://www.economic.com/node/115687>), est que « *s'il n'est déjà pas facile de convaincre les individus ou les entreprises de se réunir dans un groupe d'intérêt, l'incitation à le faire est néanmoins bien plus forte que celle de combattre cet intérêt* ». Qu'il s'agisse des taxis parisiens ou des banques d'affaires de Wall Street, les coalisés dans le détournement de « l'ouverture » à leur profit sont bien moins nombreux et bien plus motivés que les victimes dispersées de ces comportements.

Selon le lieu et l'époque, l'identité et la nocivité de ces ennemis de l'intérieur de la société ouverte diffèrent. Récemment, l'ennemi principal était facile à identifier : la finance globalisée, à l'origine non seulement d'une part substantielle de l'explosion des inégalités, notamment aux États-Unis (mais pas que...), mais en plus de la plus puissante déflagration financière depuis les années 1930 du siècle dernier. Seuls ceux qui ne veulent rien comprendre au libéralisme seront surpris de constater que Bill Emmott (comme nous l'avons fait **ici-même** ([http://www.mediapart.fr/journal/economie/130517/le-destin-de-l-...utm\\_source=article\\_offert&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=TRANSAC](http://www.mediapart.fr/journal/economie/130517/le-destin-de-l-...utm_source=article_offert&utm_medium=email&utm_campaign=TRANSAC)

[s://www.mediapart.fr/journal/economie/121013/pour-en-finir-avec-la-dictature-des-banquiers](https://www.mediapart.fr/journal/economie/121013/pour-en-finir-avec-la-dictature-des-banquiers)) en d'innombrables occasions) développe une argumentation convaincante, adossée aux exemples du Japon, des États-Unis et de l'Europe, résumée par ce jugement : « *La justification pour remettre les banquiers à leur place est plus forte que jamais.* » Non seulement l'ingénierie financière débridée ne produit aucun bénéfice économique ou social mais elle débouche régulièrement sur une catastrophe. Et les responsables ne sont jamais considérés comme coupables, même aux États-Unis où les amendes colossales infligées aux banques ont été payées par les actionnaires et les contribuables. Selon l'auteur, « *il est temps, pour parler brutalement, d'avoir beaucoup moins de cette mauvaise chose* ».

Certains *frenemies* sont plus faciles à identifier et à défaire que d'autres. L'ancien rédacteur en chef de *The Economist* consacre un chapitre éclairant à la renaissance de la Grande-Bretagne après le passage, très controversé, de Margaret Thatcher au pouvoir. Le tournant, ce fut l'affrontement de 1984 entre la Dame de fer et le syndicat des mineurs, dont dépendait la réponse à la question : « *Qui gouverne le pays ?* ». Sous-entendu, le chef du gouvernement élu démocratiquement ou Arthur Scargill. (<http://biography.yourdictionary.com/arthur-scar-gill>) La défaite du dirigeant du NUM s'inscrit dans ces chiffres que rappelle l'auteur : de 29,5 millions de jours de travail perdus pour fait de grève en 1979, année record, le Royaume-Uni est revenu à 700 000 en moyenne dans les années 1990, pour s'y maintenir depuis.

Sans doute fallait-il en passer par là pour qu'un pays sclérosé, que l'émigration de ses talents vidait de sa substance, puisse devenir « *Cool Britannia* », attirant sur son sol des millions d'étrangers venus de l'Europe voisine et des quatre coins du monde. « *La fuite des cerveaux s'est transformée en afflux des cerveaux, ainsi qu'en gain de muscle.* » Mais le Brexit, manifestation du conflit entre ouverture et égalité, vient de rappeler que la préservation d'une société ouverte et juste est un combat permanent : « *Pour rester ouverte [...], la Grande-Bretagne va devoir restaurer l'égalité dans le droit à la parole en soumettant son système politique à une remise en question aussi sévère que celle infligée par Thatcher à son système économique. Sans cette égalité, l'ouverture britannique ne peut pas durer.* » Ainsi, quelle serait aujourd'hui la réponse à la question « *Qui gouverne le pays ?* » (celle-ci et bien d'autres), si les banquiers, et non les syndicalistes, étaient visés ?

En s'appuyant sur l'exemple des États-Unis, Bill Emmott démontre que, comme l'affirment ceux que séduit le populisme, « *le système est truqué* ». Par la fiscalité et l'éducation, les riches ont réussi, au cours des dernières décennies, à transformer le « *rêve américain* » en cauchemar pour les catégories défavorisées. Ainsi, le rendement annuel de l'impôt sur les successions a-t-il été divisé par deux entre 2001 et 2015, chutant de 38 à 20 milliards de dollars. Dans les grandes universités privées américaines, le poids financier des donations des anciens élèves est désormais tel que la proportion des fils « *d'alumnis* » parmi les étudiants progresse irrésistiblement : 16 % des entrants à Harvard en 2014. Jared Kushner, gendre et conseiller de Donald Trump, y fut admis peu après que son père, magnat de l'immobilier new-yorkais, eut généreusement doté la prestigieuse université.

Pour Bill Emmott, l'inégalité qui a prospéré au sein des sociétés occidentales « *est corrosive, parce que l'inégalité sous toutes ses formes porte un coup terrible aux principes fondamentaux d'une société ouverte, démocratique, qui repose sur l'égalité de l'expression et des droits civiques* ». Pour renverser cette évolution délétère, une société ouverte offre encore les meilleures chances. Mais, poursuit l'auteur, « *la base de cette vision ouverte impose d'admettre que les démocraties occidentales se sont éloignées récemment de l'égalité des droits, des libertés et des chances. [...] Elles doivent y revenir, et vite* ».

### ***La réforme n'est pas fatalement une punition***

Comment ? Certainement pas au moyen du populisme. Même si la baudruche Trump a commencé, en cent jours, à se dégonfler, et si son homologue française vient de faire la démonstration de sa vacuité abyssale, les causes demeurent, qui nourrissent un peu partout la désignation de boucs émissaires, la quête de solutions de facilité et, comme l'explique Bill Emmott, « *la tentation de donner les clefs du gouvernement [...] à un "homme fort" pour échanger certains de ces droits égaux contre des bénéfices présumés comme la sécurité face aux attaques terroristes ou la protection contre la concurrence de producteurs à coûts moins élevés* ». Pourtant, constate l'auteur, « *il n'y a pas d'exemple dans le monde développé d'un pays qui ait réussi à s'extraire d'une torpeur économique ou politique par le retour à un régime autoritaire. Ceux qui ont accompli leur renaissance à l'époque moderne l'ont tous fait à travers une combinaison nouvelle d'ouverture et d'une égalité restaurée ou réactivée* ».

Depuis trois décennies, nombre de pays ont ainsi réussi à adapter leur modèle économique et social à un nouvel environnement, Emmott retenant la Suède, la Suisse et la Californie (qui serait une des premières économies mondiales si elle était indépendante, ceci pour répondre à l'objection sur les « petits » pays). À l'inverse, d'autres, comme le Japon, l'Italie et la France notamment, n'ont toujours pas trouvé le ressort démocratique de cette remise à niveau.

Plus que les « recettes » appliquées, importe en premier lieu un diagnostic partagé. Ainsi, en Suède, la crise financière de 1991 allait convaincre le pays « *que revenir aux vieilles méthodes du passé n'était pas vraiment une option* ». Contrairement au Japon et à l'Italie, confrontés à des défis similaires au même moment, « *la Suède a utilisé sa crise de manière constructive* ». Importe encore d'agir dans la durée. Le gouvernement libéral, le troisième seulement depuis 1932, porté au pouvoir par la crise, ne partait pas d'une page blanche, certaines libéralisations ayant été engagées à Stockholm dans les années 1980 (y compris d'ailleurs celles, mal maîtrisées, qui devaient provoquer la crise). La crise a joué un rôle d'accélérateur. Mais la remise en ordre s'étalera en fait sur une quinzaine d'années. Dans le cas californien, cette vision à long terme s'est même incarnée dans une commission indépendante, le Thinking Long Committee.

Décisive enfin, la capacité de faire comprendre que la réforme, même radicale, n'est pas fatalement une purge ou une punition. De 72 % du PIB en 1993, la dépense publique en Suède a chuté à 49,7 % en 2007 (50,4 % en 2015 quand la France est à 57 %). Mais, relève l'auteur, aujourd'hui encore « *la Suède dispose d'un des États-providence les plus développés au monde* » et « *demeure une des sociétés les plus égalitaires en Europe* ». Comment ? Pour beaucoup grâce à la croissance permise par le passage d'une des économies les plus régulées à l'une des plus libérées et des plus créatives. « *Alors qu'entre 1976 et 1995, sa performance a été constamment inférieure à celle de ses voisins [de l'Union européenne], de 1995 à 2016, ce fut le contraire.* »

Selon Bill Emmott, « *le cas de la Suède devrait inspirer et rassurer les réformateurs [...], souvent désespérés en France et en Italie* », où certaines réformes ont eu lieu mais pas « *la grande percée* » indispensable. Optimiste ? Il faut surtout que les réformateurs en question admettent que « *la libéralisation seule n'est pas suffisante. Elle doit procéder en harmonie avec l'égalité, de manière à préserver le sens de la justice, une croyance dans l'égalité d'expression et de droits qui donnent aux citoyens un sentiment d'appartenance, en fait des citoyens et non des sujets ou des victimes* ».

L'ancien patron de *The Economist* ne propose pas de formule miracle mais le respect de huit principes :

– « *L'ouverture est tout, mais tout ne doit pas être ouvert tout le temps.* » Ce qui signifie, par exemple, un certain degré de contrôle des mouvements de capitaux et des flux migratoires.

– « *L'équité est tout, mais n'est pas seulement affaire d'argent.* » Ce qui fait de l'État le « *porte-drapeau* » d'une citoyenneté égale, le garant de l'égalité des chances et le vigile prévenant la calcification des positions établies, en rétablissant notamment une véritable fiscalité sur les successions.

– « *L'éducation, à tous les niveaux et tous les âges, est le support vital de l'égalité en même temps que la ressource économique et sociale la plus précieuse d'un pays.* »

– « *L'égalité entre les jeunes et les vieux est aussi importante qu'entre les classes sociales et les groupes ethniques.* »

– « *L'état de droit est une garantie non négociable d'égalité et une source de confiance entre les citoyens et entre les nations.* »

– « *La liberté de parole est un pont indispensable entre ouverture et égalité, pas une monnaie d'échange entre elles.* »

– « *Une régularité ennuyeuse est un objectif parfait pour la croissance économique* », la course aux « miracles » économiques étant le plus court chemin vers la catastrophe. En somme, « *la médiocrité est plutôt magnifique quand elle est atteinte et préservée* ». Ou, comme disait Barack Obama, « *ne faites pas de conneries* ».

– « *Promouvoir l'état de droit au plan international et la collaboration est essentiel.* »

Conclusion : « *Une grande bataille d'idées se déroule en Occident, dont l'issue déterminera notre capacité à renaître et poursuivre notre évolution. C'est à nous de la gagner.* » En marche ?

---

#### MOTS-CLÉS

BILL EMMOTT • CROISSANCE • DONALD TRUMP • ÉGALITÉ • LIBÉRALISME • MANCUR OLSON • OCCIDENT • OUVERTURE • POPULISME • SOCIÉTÉ OUVERTE  
• SUÈDE • THE ECONOMIST

---

#### PROLONGEZ LA LECTURE DE MEDIAPART

Accès illimité au Journal & contribution libre au Club

► PROFITEZ DE NOTRE OFFRE SPÉCIALE